

**QUE PENSER DE LA TRIBUNE D'UNE  
TRENTAINE DE CHEFS D'ETAT ET LEADERS  
INTERNATIONAUX SUR « UN NEW-DEAL POUR  
L'AFRIQUE » ?**

Entretien entre

Dr Christian POUT, Ministre Plénipotentiaire,  
Président du Think Tank CEIDES,  
Directeur du Séminaire de Géopolitique Africaine à l'Institut Catholique de Paris  
&  
Monsieur Jean Francis BELIBI, Journaliste, Chef de Service Politique, Cameroon Tribune

Publié dans le *Cameroon Tribune* du 07/06/2021

Juin 2021

**1) *Le Président de la République et une trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement et des responsables des organisations internationales viennent de signer une tribune intitulée : « Un New Deal Pour l'Afrique ». Quelle lecture peut-on en faire ?***

Disons-le d'emblée et sans détour, une exégèse de cette tribune impose d'abord de considérer les messagers et de s'intéresser ensuite aux messages véhiculés. La qualité des auteurs de cette communication majeure qui fera date, au rang desquels se trouve la plus Haute Autorité de notre pays, indique d'abord un leadership clairvoyant, une intention de solidarité qui transcende les clivages Nord/Sud ou Est/Ouest en plaçant l'Afrique au cœur de ses priorités face à la réalité d'une menace d'effondrement et enfin, elle signale un engagement que l'on peut aisément qualifier d'historique. Quant à la teneur du message porté par ces prestigieux signataires elle repose sur une analyse du contexte sanitaire, politique, économique et financier international dont les ressorts s'inscrivent dans le sillage des réflexions qui sous-tendent les travaux qui se déroulent actuellement à l'OMS, à l'OMC, au sein des institutions financières internationales et que le récent Sommet sur le financement des économies africaines a permis d'enrichir par une focalisation sur cette idée d'un « New Deal pour l'Afrique ». Je rappelle qu'historiquement l'expression « New Deal » est le nom qui avait été donné à la politique mise en place aux Etats-Unis dans les années 1930 par le président Franklin Delano Roosevelt pour sortir de la grande dépression engendrée par la crise de 1929. Cette notion est donc toujours associée, d'une part, à une ambition politique et économique très forte et, d'autre part, elle est convoquée quand il y a une forte vulnérabilité et que de graves périls menacent les communautés humaines. Cette tribune qui intervient dans un contexte international particulièrement difficile où l'Afrique doit inventer de nouveaux mécanismes de résilience remet en perspective « la nécessité d'assurer un accès universel aux vaccins contre la Covid-19, y compris par la production en Afrique, de renforcer les positions et les rôles des institutions panafricaines dans le cadre d'une nouvelle architecture financière internationale, de relancer les investissements publics et privés et de soutenir le financement à grande échelle du secteur privé africain ».

***A qui est destinée cette correspondance dans un contexte sanitaire qui n'épargne aucun Etat ?***

La crise sanitaire actuelle n'épargne en effet aucun Etat, mais il est constant que l'intensité de ses conséquences varie d'un contexte à l'autre, d'un Etat à l'autre. A ce propos, les économies développées disposent d'une plus grande marge de manœuvre pour rebondir. Cette tribune s'adresse à notre sens particulièrement aux pays développés principaux bailleurs de fonds des

pays africains et aux institutions financières internationales qui régissent les flux internationaux de capitaux. Mais elle est également destinée aux acteurs politiques et institutionnels africains qui doivent être conscients des nouveaux enjeux, et se préparer à jouer un rôle actif et responsable dans ce nouveau partenariat appelé de tous les vœux, afin de relever durablement le continent africain.

Cette tribune constitue également une interpellation pour les acteurs du secteur privé africain en particulier. Il m'a semblé que c'est une de ses innovations les plus significatives qui ne doit pas passer inaperçue. Tout l'écosystème entrepreneurial africain, dans toute sa diversité est appelée à s'approprier l'opportunité que représente ce nouveau volontarisme politique et économique pour se projeter avec plus d'audace vers la réalisation de toutes ses potentialités et œuvrer ainsi à réduire le chômage

***2) L'Afrique est au cœur de cette tribune, mais on constate néanmoins qu'elle n'est pas la seule à faire face aux conséquences de la pandémie. Pourquoi ?***

L'Afrique a certes été moins touchée que le reste du monde par la pandémie du covid-19 mais uniquement du point de vue du bilan en termes de morbidité et de létalité. Pour le reste, il apparaît nettement qu'elle subit de plein fouet les conséquences économiques et financières de la crise sanitaire comme en témoigne l'entrée en récession globale du continent pour la première fois depuis près de 25 ans. Ceci s'explique globalement par le caractère fortement extraverti de l'économie africaine, qui reste très dépendante des échanges avec le reste du monde avec de fortes exportations de matières premières et importations de produits manufacturés. Les raisons pour lesquelles cette tribune se concentre sur l'Afrique sont explicitées de façon transparente par les signataires. Je voudrais d'abord souligner la conscience accrue d'une forte interdépendance à l'échelle internationale. Dans cette logique, les pays riches comprennent bien que les conséquences de la pandémie de la Covid-19 pourraient durablement éroder le statut de relais de la croissance mondiale à l'horizon des années 2050/2060 que le continent africain était en train de conquérir progressivement depuis deux décennies. Il y a également le constat d'une position défavorable de l'Afrique pour ce qui est de sa capacité à mobiliser des ressources financières pour soutenir ses plans de relance dans un contexte où les principaux bailleurs de fonds internationaux sont saturés par les demandes en provenance de presque tous les pays sur tous les continents. Il y a une rareté des ressources alors pas suffisamment d'argent pour financer des plans de relance contrairement aux autres économies plus développées. L'Afrique a besoin d'un investissement massif qui doit dépasser le cadre de l'endettement classique qui a explosé depuis le début de la

pandémie. La dette cumulée du continent était déjà de 1400 milliards de dollars en 2019. La pandémie du covid-19 représente un choc de plus pour les économies africaines déjà confrontées à de nombreux défis (éducation, pauvreté, lutte contre les maladies tropicales et infectieuses, lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, financement des infrastructures etc.) nécessitant des moyens financiers colossaux. Enfin, la vaccination contre la Covid-19 étant devenue « la politique économique la plus importante au niveau mondial » l'Afrique représente le chantier le plus urgent dans ce domaine car pour l'instant sa couverture vaccinale reste largement en dessous de l'objectif qui est fixé à 60-70% de la population d'ici 2022. Les dépenses induites par la lutte contre le coronavirus pourraient faire tomber les économies africaines dans un nouveau cycle de surendettement. Tous ces facteurs sus-évoqués confirment la vulnérabilité du continent et légitiment les inquiétudes sur son avenir soulevées par les signataires de cette tribune. D'où la nécessité de penser des stratégies pour surmonter les crises actuelles. Il est en outre important d'aider le continent africain à développer et renforcer son potentiel et ses nombreux atouts sous-exploités.

***3) En quoi une rencontre comme le Sommet de Paris du 18 mai 2021 peut-elle être d'un apport important dans cette recherche de solutions à la relance du continent ?***

Le Sommet de Paris s'inscrit dans une logique de diplomatie multilatérale à laquelle le Cameroun est fortement attaché. Le Président de la République Paul Biya a plusieurs fois réaffirmé la nécessité d'une réponse commune aux problèmes communs, ainsi que la mise en œuvre d'une plus grande solidarité internationale face aux crises diverses et multiples. Le Sommet de Paris réunissait des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, des investisseurs publics et privés animés d'une volonté de participer à la relance de l'économie africaine. Après la suspension du remboursement de la dette en 2020 et 2021 pour permettre aux pays africains de mieux se concentrer sur les dépenses sanitaires et sociales pressantes, le Sommet de Paris a notamment ouvert une réflexion sur la possibilité d'une annulation de la dette. Il faudrait encore convaincre les principaux créanciers, mais ce serait une mesure salutaire. Il a contribué à définir des réponses financières susceptibles d'être apportées aux pays africains à la suite d'une évaluation des besoins, afin d'éviter que la situation n'empire. Il a permis d'obtenir un accord sur l'allocation par le FMI de 33 milliards de droits de tirage spéciaux (DTS) aux pays africains, ce qui est un bon début même si les besoins en financements demeurent encore énormes. Le FMI estime que les pays africains auront besoin d'un financement supplémentaire de 285 milliards de dollars cette année, et il faut mettre sur

ped des mécanismes appropriés pour trouver ces ressources. C'était la question au cœur du Sommet de Paris

***4) Deux engagements volontaires sont contenus dans cette tribune. En quoi ceux-ci peuvent-ils aider au redécollage de l'Afrique ?***

Le premier engagement volontaire consiste pour les pays plus développés à mobiliser une partie de leurs DTS au profit du continent africain. Ce qui permettrait d'atteindre un seuil de 100 milliards de dollars pour les pays les plus vulnérables aussi bien en Afrique que dans le reste du monde. Il s'agit ici d'une solution concrète à la recherche de financements pour booster les investissements en Afrique, essentiels pour relancer la croissance économique.

Le deuxième engagement milite pour l'association des institutions africaines à l'utilisation des DTS pour soutenir la reprise du continent, ce qui ouvrirait la voie à une refonte de l'architecture financière internationale. Pour les économistes en effet, l'architecture financière internationale est un facteur de stabilité macroéconomique et contribue à la croissance. Les grands pays créanciers disposent aujourd'hui d'importants pouvoirs en raison de leur influence dans les institutions financières internationales. Il est question de permettre aux institutions et pays africains d'exercer à leur tour une plus grande influence collective afin de rééquilibrer l'asymétrie entre les créanciers internationaux et les débiteurs africains, en vue de refléter un véritable esprit de coopération entre tous les pays. Avec une plus grande marge de manœuvre, les institutions africaines pourraient mieux prévenir les crises et s'engager davantage dans la transformation structurelle du continent. Elles pourraient alimenter une réflexion endogène sur la construction de stratégies de développement conçues au plus près des préoccupations de l'Afrique assises sur la culture, l'art et le patrimoine authentiquement africains. Ainsi, la réforme du système financier international, avec un repositionnement des acteurs institutionnels africains, apparaît comme un impératif depuis plusieurs années.

Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES) est un laboratoire d'idées qui cumule plus d'une dizaine d'années d'expérience dont six d'existence officielle sous la forme d'une association indépendante, à caractère scientifique et à but non lucratif.

Le CEIDES a vocation à contribuer à la paix et à la prospérité du continent. Il s'engage ainsi à travers la stratégie, la recherche, le conseil, l'influence et la formation dans le cadre du continuum des 3D Développement/Diplomatie/Défense.

Il compte 4 Clubs actifs qui rassemblent des décideurs, chercheurs et partenaires à différentes échelles.

L'intelligence des situations et des contextes, sans enfermement systémique, par recours à la rigueur méthodologique des sciences sociales, la capacité à mettre en place des espaces ouverts, transdisciplinaires et multiacteurs de dialogue structuré et en partager le fruit par des mécanismes de lobbying et plaidoyer sont notre cœur de métier.



**ceides**  
Centre africain d'Etudes Internationales  
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

B.P. 35147 Bastos-Yaoundé/Cameroun

Tél : (+237) 243 105 872

[www.ceides.org](http://www.ceides.org)      Email : [infos@ceides.org](mailto:infos@ceides.org)



Think tank Ceides